



Laurent FABIUS



Joseph S. NYE



Marina KOVTUN



Alain JUILLET

COMMISSION GÉOÉCONOMIQUE



Choiseul

65



Pascal LOROT

Fondateur et directeur de Géoéconomie.
Président de l'Institut Choiseul

Les États ont désormais intégré le facteur économie dans la définition de leurs stratégies diplomatiques et de puissance. C'est ce que nous dit en substance le ministre français des Affaires étrangères qui, dans cette livraison, discute avec le talent mais aussi la profondeur qu'on lui connaît, le rôle de la diplomatie économique comme un des facteurs clés du succès de la politique extérieure de la France. Laurent Fabius y présente notre pays comme étant une « puissance d'influence ». Il considère, avec raison, que le rayonnement de la France, sa capacité d'entraînement sur la scène internationale et sa posture diplomatique multifacette ne seraient pas possible sans une capacité économique et un potentiel technologique de premier plan. C'est ce que nous dit également en substance Joseph Nye. Pour le père du *soft power*, les nations victorieuses au XXI^e siècle seront celles qui auront su établir des stratégies de *smart power*; l'influence d'une nation dépendra en effet et en priorité, de sa capacité à combiner les ressources du *hard* et du *soft power*.

Le contenu de cette livraison de *Géoéconomie* ne se limite

naturellement pas à ce dialogue à distance sur la notion de puissance et de rayonnement. Elle accueille aussi des contributions diverses et variées qui éclairent les grands enjeux économiques et stratégiques du moment, européens autant qu'internationaux : l'insertion de l'Afrique dans les grands flux de la mondialisation, la ré-industrialisation actuelle des États-Unis et ses conséquences, les enjeux du partenariat commercial entre la Corée et l'Union européenne ou encore les effets économiques des « Printemps arabes ».

La crise de la dette et les débats en termes de gouvernance mondiale et de souveraineté qui y sont liés ne sont bien sûr pas absents de nos réflexions, de même que la question de l'exception culturelle, pierre d'achoppement centrale de tout accord de libre-échange entre l'Europe et les États-Unis.

Enfin, nous accueillons dans ce numéro les visions de deux acteurs politiques aux engagements différents qui, chacun avec sa sensibilité, nous livrent leur perception de la politique étrangère de la France pour le premier, et des enjeux industriels qui y sont associés pour le second.

Bonne lecture !

Apartés

7

- La France dans la bataille de la diplomatie économique** 9
Laurent FABIUS
- L'équilibre des puissances au XXI^e siècle** 19
Joseph NYE
- Afrique, les trois piliers du développement :
l'État, l'entreprise, la société civile** 35
Emmanuel NIAMIEN N'GORAN
- François Hollande
et la nouvelle donne diplomatique française** 47
François LONCLE
- Les ruses de la « pensée magique »,
ou les promesses à l'épreuve des réalités** 57
Christian ESTROSI

Village global

67

- Mourmansk, carrefour géostratégique** 69
Marina KOVTUN
- L'Afrique en marche** 85
Christian GAMBOTTI
- Les enjeux du partenariat Europe-Corée du Sud** 101
Hye-min LEE
- La ré-industrialisation américaine :
le début d'un nouveau cycle économique ?** 119
Laurence DAZIANO
- Enjeux géopolitiques et géoéconomiques
contemporains en Arctique** 135
Frédéric LASSERRE

153 Horizons

- 155 **État-providence, géopolitique de la crise, souveraineté**
Philippe TIBI
- 169 **Ré exions sur *Global trends 2030 – Alternative worlds***
Alain JUILLET
- 183 **Exception culturelle française :
étatisme ou chance historique ?**
Claude ESCLATINE
- 195 **Pour une gestion durable de la forêt française**
Marc-Antoine de SÈZE
- 207 **Le « Printemps arabe » secousse géoéconomique majeure**
Eugène BERG

223 Lu

Apartés

La France dans la bataille de la diplomatie économique

L'idée que tout est économique, n'était-ce pas ce qu'a affirmé déjà Marx? Quand on gouverne, il faut, certes, accorder une place déterminante à l'économie, mais garder à l'esprit que la performance économique se nourrit d'autres composantes – la capacité à innover, l'esprit d'entreprise, l'éducation, la formation, la recherche, etc. Cela vaut aussi en matière diplomatique : pour réussir, la diplomatie économique ne peut pas être seulement économique. Elle doit s'appuyer sur des relations politiques, humaines, culturelles, scientifi ques, sur une image positive, sur le rayonnement.

Entretien avec Laurent FABIUS

L'équilibre des puissances au XXI^e siècle

Comment s'exerce la puissance à l'ère de l'information mondialisée du XXI^e siècle? Aujourd'hui la manière dont on mesure l'équilibre des puissances est loin d'être claire, et encore moins la manière de développer des stratégies efficaces pour pouvoir survivre dans ce nouveau monde. Afin de répondre aux menaces et défis communs de notre planète, les nations vont devoir mettre en place des stratégies de *soft* et de *hard power*. Ainsi, toute entreprise de puissance menée par un État devra combiner à la fois les ressources du *hard power* telles que la coercition et l'argent et celles du *soft power* telles que la séduction et la persuasion en vue d'établir des stratégies de *smart power*.

Joseph NYE

Afrique, les trois piliers du développement : l'État, l'entreprise, la société civile

L'Afrique a longtemps été tenue à l'écart des affaires du monde. Aujourd'hui, pour tous les observateurs, le temps de l'Afrique est arrivé : ses ressources naturelles sont immenses, elle connaît un « boom » démographique qui lui permettra de multiplier sa population par deux d'ici 2050. Pour maîtriser son destin et connaître une croissance saine et durable, l'Afrique doit alors s'appuyer sur les trois piliers que sont l'État, l'entreprise et la société civile organisée. Seuls ces trois piliers pourront faire passer l'Afrique du statut de partenaire passif de la mondialisation à celui de partenaire actif.

Emmanuel NIAMIEN N'GORAN

François Hollande et la nouvelle donne diplomatique française

Depuis un an, la diplomatie française a retrouvé, grâce à François Hollande et à son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, de la dignité, de la clairvoyance et de l'influence. Cinq dossiers importants témoignent de la réorientation fondamentale entreprise depuis mai 2012 : la gestion de la crise malienne, le traitement des prises d'otages, la mise en œuvre d'une nouvelle politique africaine, la relation avec la Chine et la politique européenne. En même temps qu'il mettait en œuvre une nouvelle politique, François Hollande s'est attaché à revivifier les relations avec maints pays que son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, avait délaissés.

François LONCLE

Les ruses de la « pensée magique », ou les promesses à l'épreuve des réalités

La « pensée magique », qui est une variante molle de l'idéologie, voit le monde non pas tel qu'il est, mais tel qu'elle voudrait qu'il soit, niant ainsi la réalité. L'élection de François Hollande et la victoire du PS ont traduit, au plus fort des crises que traverse la France depuis 2008, un besoin de changement. Les difficultés que traversent notre pays ne se résoudreont pas dans l'arbitrage entre l'État et le secteur privé.

Christian ESTROSI

Village Global

Mourmansk, carrefour géostratégique

À l'heure actuelle dans la région de Mourmansk il n'y a pas de gaz naturel amené par pipeline, ni de réseau de distribution de gaz. La région est approvisionnée en gaz d'hydrocarbures liquéfié qui arrive dans les wagons-citernes et sert principalement à combler les besoins domestiques de la population. Le projet d'amener le gaz naturel dans la région de Mourmansk allait de pair avec le projet Chtokman et le projet de gazoduc « Teriberka-Volkhov ».

Marina KOVTUN

L'Afrique en marche

Le grand basculement du monde commence à se produire au lendemain de la chute du Mur. À cette date l'âme du monde devient capitaliste. Avec la mondialisation, l'Afrique se situe désormais au centre des grands enjeux mondiaux. Le « boum » démographique qu'elle connaît représente un immense marché pour les années à venir. Dans tous les secteurs d'activité, des infrastructures aux banques, en passant par l'énergie et l'eau, tout est à construire. Néanmoins l'enjeu sécuritaire est tout aussi important que le développement économique. Les élites africaines ont désormais conscience que la bonne gestion de l'économie, la bonne gouvernance, la sécurité et la démocratie sont les vecteurs d'une croissance saine et durable. « Le temps de l'Afrique » est arrivé, mais l'Afrique devra se méfier de ses « nouveaux amis » qui sont, peut-être, des prédateurs plus dangereux que les anciennes puissances coloniales. En même temps, est-il possible de faire parler d'une même voix, dans l'Union africaine, 54 États ?

Christian GAMBOTTI

Les enjeux du partenariat Europe-Corée du Sud

La réussite de l'économie coréenne est, en elle-même, sans précédent dans l'histoire de l'humanité. La croissance du revenu par habitant, en quelques décennies seulement, synthétise cette histoire remarquable. Il y a 50 ans en Corée, le revenu par habitant se situait autour des 100 dollars américains (103 en 1964). Il fut multiplié par 10 en une dizaine d'années seulement car en 1974 déjà, il s'élevait à plus de 1 000 dollars. Une croissance équivalente se produisit en 19 ans puisque ce revenu par habitant atteignait 10 000 dollars en 1996. 11 ans plus tard, en 2007, il dépassait les 20 000 dollars.

Entretien avec Son Excellence Hye-Min LEE

La ré-industrialisation américaine : le début d'un nouveau cycle économique

La ré-industrialisation de l'économie américaine est à l'origine d'un nouveau cycle de croissance aux États-Unis. Ce phénomène est le produit de deux facteurs : la flexibilité du marché du travail et la baisse des coûts de l'énergie, principalement en raison de l'exploitation massive des gaz de schiste. Cette ré-industrialisation américaine a des conséquences sur l'économie mondiale, notamment sur la baisse de la compétitivité chinoise.

Laurence DAZIANO

Enjeux géopolitiques et géoéconomiques contemporains en Arctique

Alors que s'accroissent la manifestation des changements climatiques en Arctique, nombre d'analystes et de médias présentent la région comme soumise à de vives tensions provoquées par les enjeux de contrôle des routes maritimes, de prise de possession des espaces maritimes et des ressources naturelles. En réalité, si des différends opposent en elle-même et les États de l'Arctique, ceux-ci demeurent limités. Les relations qu'ils entretiennent sont bien davantage marquées au coin d'une réelle coopération et les enjeux stratégiques suscitent peu de rivalités.

Frédéric LASSERRE

Horizons

État-providence, géopolitique de la crise, souveraineté

L'État providence est une création du capitalisme occidental. Chaque crise économique, depuis un siècle, a renforcé l'emprise et la légitimité de systèmes étendus de protection sociale. Le propre de la crise actuelle est au contraire d'en questionner les fondements. La crise européenne est en elle-même une crise de la dette souveraine. Face à une obligation de retour à l'équilibre des comptes publics, les réponses politiques ont été jusqu'à présent d'organiser une déflation salariale et/ou de réduire des dépenses sociales. Cette situation pose évidemment des questions de cohésion sociale dans chacun des pays concernés. Mais la crise de la dette porte également des conséquences géopolitiques considérables : d'abord parce qu'elle sape le paradigme de solidarité européenne ; ensuite parce qu'elle révèle que les créanciers émergents ne veulent plus financer un système d'État-providence dont leurs citoyens ne bénéficient pas. L'État-providence est à la fois un marqueur de civilisation et un enjeu de souveraineté en Europe. Sa préservation est impérative, mais elle réclame une confrontation hardie avec les réalités de la démographie, des technologies et des rapports de force géopolitiques. Cet article repose sur des idées discutées dans le cours de séminaire créé à l'École polytechnique avec le Professeur Alfred Galichon.

Philippe TIBI

Réflexions sur *Global trends 2030 – Alternative worlds*

Ce rapport est particulièrement intéressant par sa détection très argumentée des grandes tendances pour les 25 prochaines années. Après l'identification, il y a 8 ans, des prémices d'un monde devenant multipolaire il met entre autres l'accent sur un processus d'individuation s'appuyant sur l'arrivée du tout numérique, la montée des classes moyennes avec pour conséquence la mutation des modes de management. Son analyse de l'évolution des États et de leurs rapports est également très documentée. Conçu par des gens soucieux de préserver l'image et le positionnement des États-Unis il a tendance à sélectionner les options qui leurs sont les plus favorables.

Alain JUILLET

Exception culturelle française : étatisme ou chance historique ?

À l'heure où les nouvelles technologies imposent leurs dictats, abaissent les frontières géographiques et ruinent les modèles économiques antérieurs, l'exception culturelle française voit son fondement se fragiliser. Ce n'est qu'avec la Révolution que les français voient la culture comme idéal démocratique. L'État crée dès lors un ministère de la Culture (ancien ministère des Lettres, Sciences et Beaux Arts) et mobilise des moyens pour investir le champ culturel (sur une multitude de sujets) tant en France que partout ailleurs dans le monde. Invention française qui a traversé siècles et régimes politiques, quels défis l'exception culturelle devra-t-elle surmonter à l'avenir ? Nos traditions, y compris dans l'enseignement à l'étranger, nous portent-elles à privilégier la culture comme cheval de Troie de nos valeurs politiques et éthiques ?

Claude ESCLATINE

Pour une gestion durable de la forêt française

La forêt est le premier secteur où s'exerce réellement le développement durable. Aujourd'hui, la forêt française est à la croisée des chemins, soumise à la pression de la compétition globale. La certification du bois issu de la forêt française joue un rôle fondamental dans la compétitivité du bois français tout en garantissant le respect de la ressource et celui des hommes qui en vivent. Cette certification doit être fondée avant tout sur un modèle de gouvernance qui privilégie la recherche de consensus entre tous les acteurs, une matrice performante d'amélioration continue de la gestion durable de la forêt. Ce modèle, incarné par PEFC, existe déjà et doit être renforcé pour la compétitivité de la filière bois française.

Marc-Antoine de SÈZE

Le « Printemps arabe », secousse géoéconomique majeure

Que nous dit Gilbert Achcar sur les causes profondes de cette onde de choc qui s'est déclenchée en 2010 ? Sa thèse est que, si nous assistons depuis 2011 dans la région arabe à une « époque de révolution sociale » largement répandue et localisée spécifiquement dans cette région du monde, c'est que celle-ci est le résultat du blocage des forces productives, phénomène qui s'est révélé finalement insurmontable et générateur de bouleversements sociopolitiques.

Eugène BERG

